

**Une guerre civile en Espagne
E SES REPERCUSSIONS**

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

**La presse allemande continue
à accuser la France de nourrir
des desseins imperialistes**

Berlin, 12 — La presse allemande du matin ne publie pas d'informations concernant la conversation qui a eu lieu, aujourd'hui, à l'occasion de la réception diplomatique en Espagne. Le chef de cabinet et l'ambassadeur de France, Adolf Hitler avait donné à M. François-Poncet l'assurance que l'Allemagne n'a pas et n'aura jamais eu l'intention de porter atteinte à l'intégrité du territoire ou des possessions espagnoles.

Aux yeux de la France, écrit-il, chaque commerçant ou ingénieur allemand est un officier d'état-major. Le moindre groupe d'ouvriers est une compagnie sur pied de guerre. Mais on ne peut éliminer du Maroc espagnol les intérêts économiques de l'Allemagne qu'on a liquidés brutalement au Maroc français.

L'arrivée à Paris de M. François-Poncet, ambassadeur de France, a quitté Berlin hier soir, pour se rendre à Paris, où il restera jusqu'à la fin de la semaine. Il est arrivé à 9 h. 47, par la gare du Nord.

**NOTRE ATTACHE MILITAIRE
POURRA ENQUETER
AU MAROC ESPAGNOL**

Paris, 12. — On annonce, ce matin, qu'à la suite de la conversation qui a eu lieu à Téhéran, entre le consul de France, M. Serris, et le colonel Beigbeder, le haut commissaire espagnol a délivré à l'attaché militaire français à Tanger, le capitaine Luisset, un sauf-conduit permanent lui permettant de circuler librement dans la zone du Maroc espagnol, y compris Melilla et Ceuta.

**La propagande allemande
au Maroc espagnol**

Londres, 12. — Le correspondant du « Times » à Tanger écrit : « Une publicité opportune a permis de calmer l'anxiété causée par les rumeurs récentes d'infiltration allemandes dans le Maroc espagnol. » Il ajoute : « On peut maintenant espérer que la détermination montrée par la France et par d'autres Etats de résister à une violation de la convention de 1912 sera clairement comprise et que ceux qui s'approprient peu-être à la violence, montreront un certain respect pour les traités avant qu'il ne soit trop tard. »

Des exécutions à Bilbao

Bayonne, 12. — On mande de Bilbao que le commandant du navire « Virgen del Carmen », capitaine Quintana, et le chauffeur Candido Perez, condamnés à mort pour piraterie par le tribunal de Bilbao, ont été fusillés ce matin.

**Les insurgés s'approprieraient
à reprendre le paiement
des coupons de la dette publique**

Avila, 12. — D'un des envoyés spéciaux de l'agence Havas : « Désireux de reprendre sans tarder le paiement des coupons de la dette publique et de faire cesser l'insécurité, le paiement qui avait été suspendu en raison des circonstances, par un décret datant du mois d'août, la Junta technique de Burgos a décidé, dans les quinze jours, de procéder au règlement de tous les porteurs de créances sur l'Etat, qui se trouvent dans la zone appartenant aux nationalistes. »

UN DEMENTÉ DU PORTUGAL

Paris, 12. — La légation du Portugal à Paris oppose un démenti formel aux informations parues ces jours derniers au sujet d'une prétendue infiltration allemande dans le Cap-Vert et à Madère. Elle a remarqué que ce propos, qui le Cap-Vert est bien une colonie portugaise, l'île de Madère fait partie du territoire métropolitain de la République et que la dénomination de colonie ne lui appartient pas.

**Des Scandinaves, volontaires
pour l'Espagne, sont passés
à Dunkerque**

Au port de Dunkerque, le « A.P. Bernier » a débarqué : 21 suédois et 7 danois, qui avaient signé un engagement pour les armées gouvernementales espagnoles.

**LA MORT DU BARON
DE BORCHGRAVE**

L'état des relations entre Bruxelles et Valence. Bruxelles, 12. — Les services compétents du ministère des Affaires étrangères étudient actuellement l'état des relations de Valence avec le gouvernement de Valence à la suite de la mort du baron de Borchgrave. Le gouvernement belge regrette en effet que le corps de M. de Borchgrave n'ait été saisi que par une délégation des autorités et des officiers espagnols et non par des troupes. Il regrette aussi que Valence conteste le montant de l'indemnité réclamée, c'est-à-dire un million de francs. Certains milieux conservateurs, qui n'ont jamais été favorables au gouvernement républicain, auraient été disposés à saisir cette occasion pour rompre avec lui, mais les partis de gauche y demeurent opposés. On espère toujours à Bruxelles qu'un accord interviendra à la suite de réparations plus complètes.

**Une vigoureuse
contre-attaque
des Gouvernementsaux**

Madrid, 12. — Le Conseil pour la défense de Madrid signale que les troupes républicaines ont lancé une vigoureuse

**LOTTERIE DES
RÉGIONS
LIBERÉES**

22 JANVIER
TIRAGE A LENS DE LA 2e SÉRIE
BANQUES ET TABACS

A LA CHAMBRE AU SÉNAT

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

M. Salles a insisté notamment sur la nécessité pour la France de démontrer à cette occasion qu'elle exerce toujours dans ses industries les plus variées, dans les arts appliqués aussi bien que dans les arts plastiques, par l'ingéniosité hardie et mesurée à la fois de ses conceptions, par l'élégance, la perfection de sa main-d'œuvre et qu'elle n'a dérogé sur aucun point à la primauté qui lui est universellement reconnue.

L'orateur rappelle ensuite que le Sénat s'est nettement prononcé contre les occupations d'usines et de fermes. Des critiques. Puis il a qualifié de pure utopie le programme financier du Gouvernement. Il reconnaît que la compensation donnée aux souscripteurs d'avant la dévaluation a été un acte de loyauté et de bonne foi.

Une protestation de M. Louis Marin au nom de la minorité contre les décisions de la délégation des gauches

M. Louis MARIN (Meurthe-et-Moselle), de la Fédération Républicaine, prenant la parole pour un rappel au règlement proteste contre le fait que, contrairement à l'article 8 du règlement qui prévoit que les membres du bureau se soient élus proportionnellement à l'importance des groupes, aucun poste de questeur n'est réservé à la minorité de la Chambre.

Appel à l'apaisement

Constatant que l'accord est unanime quand il s'agit de la sécurité extérieure, M. Damecour souhaite un apaisement entre les partis qui demandent la sécurité intérieure.

L'ÉLECTION DU BUREAU

Le scrutin public à la tribune pour l'élection du Président définitif qui durera une heure, commencera à 16 heures. M. Fernand Bouisson, ancien député, est amené par la déference que lui témoignent tous ses collègues à voter le premier.

Les membres de la minorité élus au bureau de la Chambre démissionneront-ils ?

Paris, 12. — Après l'élection du bureau, les membres de la minorité auront à se concerter prochainement sur les suites à donner à la nomination des deux vice-présidents et des quatre secrétaires qui, membres de l'opposition, n'étaient pas officiellement candidats et qui ont cependant obtenu les voix d'une large fraction de la majorité.

ALGER-LE BOURGET EN 6 HEURES 40

Ce raid de 1.535 km. a été réalisé hier par le goéland « Ric et Rac »

Le Bourget, 12. — Le goéland « Ric et Rac » ayant à bord les aviateurs Brill et Descombe et leurs passagers : MM. Gerquin et de Nouvrière, qui avait quitté Alger à 8 h. 45 ce matin est arrivé au Bourget à 15 h. 25, ayant couvert les 1.535 kilomètres du parcours en 6 h. 40 soit à la moyenne horaire de 230 kilomètres.

RETOUR A LONDRES DE L'AVIATEUR ANGLAIS BROOK

Marignane, 12. — L'aviateur anglais Brook qui a dû interrompre à Bari, son raid Londres-Le Cap, et qui était revenu hier dans la soirée à l'aérodrome de Marignane, est parti ce matin à 10 h. 45 pour Londres. Avant de monter dans son appareil, Brook a déclaré que, contrairement à ce qui a été dit, il ne comptait pas repartir de Londres jeudi pour effectuer une nouvelle tentative, mais qu'il remettrait son raid vers Le Cap à plus tard.

MARYSE BASTIE EST ARRIVÉE A RIO-DE-JANEIRO

Rio-de-Janeiro, 12. — L'aviatrice Maryse Bastie est arrivée à 12 h. 46 (G. M. T.).

SPORTIFS, lisez les LUNDI et SAMEDI « LES SPORTS DU NORD » le plus complet des régionaux sportifs

LE CONFLIT DES MINEURS BELGES

(DE NOTRE RÉDACTION BELGE)

Mardi, M. Van Zeeland, premier ministre, assisté de MM. Delattre et Van Sasquere, respectivement ministres du Travail et des Affaires économiques, a reçu successivement les délégués patronaux et ouvriers afin de trouver une solution au problème de la durée du travail dans les mines.

NOTRE CALENDRIER HISTORIQUE

- 1410. Assiégés depuis six mois par les Anglais, Rouen, à bout de ressources, est forcée de capituler. Le roi Henri V d'Angleterre y fait une entrée triomphale.
- 1842. Naissance à Paris, de François Coppée, poète et auteur dramatique.
- 1887. Mort de G. Mauser, à Berlin, inventeur du fusil à répétition qui porta son nom.
- 1896. Découverte par le physicien allemand Röntgen de rayons lumineux capables de traverser des corps opaques.
- 1905. Entrée des Japonais à Port-Arthur.
- 1911. Un dévot lacère le célèbre tableau du musée d'Amsterdam « La ronde de nuit », de Rembrandt.
- 1920. Émouvante réception au Sénat des états d'Alsace et de Lorraine.
- 1931. La comtesse de Noailles, un des plus purs écrivains de tous les temps et le plus admirable des poètes d'aujourd'hui, reçoit la croix de la Légion d'honneur, grade qui n'avait jamais encore été décerné à une femme.
- 1935. Au publiciste sarrois, 477.000 Alcooliers sur 528.000 se prononcent pour le Reich.
- 1936. La ville de Sarrebourg (Sarre) est débaptisée par le gouvernement du Reich. Elle devient Saarburg.

Sur ces trois points, l'accord n'a pas encore été conclu. Les mineurs, notamment, se montrent adversaires des dérogations aux 48 heures et se plaignent, au surplus, de ce que le gouvernement ne donne pas d'assurance au sujet de l'application des autres points en vue de la réalisation complète des quarante heures. Les délégués des deux parties consulteront leurs mandats aujourd'hui mercredi.

Lisez dans LE REVEIL ILLUSTRÉ
20 PAGES :: -- :: 40 CENTIMES

UN CONTE SENTIMENTAL	L'ETEIGNOIR par Yvonne Fourdrain-Debutte
SES PAGES DU CINÉMA	Les Comiques tels qu'ils sont LES BAS-FONDS (Prix Delluc)
SA PAGE DU TRICOT	ROCAILLE CAPE POUR DAME
DES DESSINS DE E. SIEGL	LES COULISSES DU 7e ART UNE PAGE D'HUMOUR
SON CURIEUX PETIT COURRIER DES LECTRICES	
SON GRAND PRIX de la MEILLEURE MAXIME PREMIER PRIX 10.000 FR. EN ESPÈCES ET UN BILLET DES R. L.	
300 PRIX d'une valeur dépassant 50.000 FRANCS DONT 30 BILLETTS DE LA LOTTERIE DES RÉGIONS LIBERÉES	

Demandez le « Réveil Illustré » à tous nos Vendeurs et Dépositaires

Le Conflit de la Métallurgie Lilloise

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

L'ordre du jour des ouvriers

Il paraît assez aisé de préjuger qu'il reprendra jeudi matin.

On trouvera ci-dessous l'ordre du jour qui a été voté à l'issue de cette réunion et qui indique que le syndicat est disposé à faire appel à 478 techniciens de Paris pour remplacer ceux du S.I.A.M. qui continuent leur grève de protestation.

Il y eut ensuite plusieurs bavettes qui s'établirent entre les ouvriers d'une part et les membres du S.I.A.M., d'autre part, et la Préfecture.

M. le Préfet reçut hier matin les dirigeants du S.I.A.M. Ils venaient demander une audience à M. le Ministre du Travail.

M. le Préfet reçut vers midi la délégation ouvrière, qui lui communiqua son intention formelle de faire appel à des techniciens de Paris.

Dans le courant de l'après-midi, M. le Préfet reçut encore le Comité du S.I.A.M. et ce fut pour lui dire qu'il n'aurait pu toucher téléphoniquement M. J. Lebas, ministre du Travail, et qu'il convoquerait le Comité dans la nuit.

Enfin, les membres du S.I.A.M. se réunirent à leur siège et votèrent l'ordre du jour qui suit plus loin, et qui subordonne la reprise du travail au résultat de la visite qu'ils feront vraisemblablement aujourd'hui à M. le ministre du Travail.

Quoi qu'il en soit, un fait est certain : le travail ne reprendra pas ce matin.

Les 8.000 ouvriers de la Métallurgie de Lille et environs réunis le mardi 12 janvier, dans la salle Delory, Bourne du Travail.

Après avoir entendu Gauthier et Mangin, secrétaires du Syndicat, et Tisso, délégué de la Fédération des Techniciens, sur l'attitude actuelle créée par ceux qui, hier encore, protestaient contre les ouvriers au nom de principes qu'ils s'empressent de nier aussitôt qu'ils jugent utile pour eux de le faire.

Declarant que la confirmation électorale de la mauvaise foi des patrons et de leurs hommes de paille, les dirigeants du S.I.A.M. et du S.I.T.E.M. est établie.

Les 8.000 ouvriers savent que cette volonté d'entraver l'exécution des sentences arbitrales ne pourrait aboutir si elle n'avait pas la complicité tacite des patrons.

Les 8.000 ouvriers mandatent leurs délégués pour faire toutes actions nécessaires auprès des pouvoirs publics, et faire auprès des patrons la déclaration que si ceux-ci veulent que la situation se normalise, ils peuvent s'adresser à l'organisation des techniciens C.G.T. qui leur fournira tant de techniciens qu'ils le voudront.

Il sont même de fournir aux directions d'usines pour les faire « tourner » ; 183 agents de maîtrise, chefs d'ateliers, contremaîtres, chefs de service technique et de travaux ; 92 agents techniques ; 230 ingénieurs (ceux-ci avec le concours des Fédérations des Métaux et des Techniciens).

La Fédération des techniciens adhérent à la C.G.T. n'est pas une poignée de fascistes ; elle groupe 70.000 ingénieurs et agents de maîtrise qui sont solidaires des ouvriers et qui se chargeront de faire marcher les usines.

Les 8.000 ouvriers déclarent que l'attitude des dirigeants fascistes du S.I.A.M. et du S.I.T.E.M. pose le problème du respect de la loi sur l'arbitrage.

Ils déclarent qu'ils resteront vigilants et disciplinés pour suivre tous faits dans cette situation.

Les 8.000 ouvriers renouvellent qu'ils acceptent au respect des sentences arbitrales, qu'ils sont prêts à exécuter toutes les clauses et ils se séparent en renouvelant la confiance à leur direction syndicale pour intervenir auprès des arbitres et des pouvoirs publics, et aux cris de vive la C.G.T., vive le Front des techniciens et employés groupés dans la C.G.T., vive la Fédération des Métaux, vive le Syndicat des Métaux !



Une nouvelle note de la Belgique

Bruxelles, 12. — M. Spaak, ministre des Affaires étrangères, a reçu ce matin